

Polémique sur le coût de la sécurité de Trudeau

Les frais pour protéger le premier ministre canadien ont fortement augmenté

MONTRÉAL · correspondance

Voyages officiels et personnels, bains de foule et selfies : depuis qu'il a accédé à la fonction de premier ministre en 2015, Justin Trudeau multiplie les apparitions publiques mais il en coûte de plus en plus cher pour assurer sa sécurité. La facture de plus de 28 millions de dollars canadiens (19 millions d'euros) cette année, révélée par le quotidien québécois *La Presse*, n'est pas aussi salée que les 81 millions d'euros inscrits au budget du gouvernement américain pour protéger Donald Trump et ses proches. Mais c'est plus du double des sommes dépensées pour Stephen Harper, prédécesseur de M. Trudeau.

En un an, le budget de la gendarmerie royale du Canada (GRC) pour protéger la famille Trudeau a fait un bond de 22 %, en grande partie pour payer les salaires, les déplacements, la formation et l'équipement d'une bonne centaine d'agents du peloton de protection du premier ministre. « Nous ajustons nos mesures de sécurité selon l'horaire et les voyages de notre client », indiquait, en 2016, à *La Presse* la porte-parole de la GRC, Brigitte Mineault, plutôt avare de détails.

Il y a certes de bonnes raisons à cette hausse de dépenses, dont la multiplication des rencontres in-

ternationales de haut niveau et celle des menaces à la sécurité partout dans le monde. Il n'est donc pas étonnant que les frais de sécurité du premier ministre canadien aient doublé depuis cinq ans et triplé depuis dix ans.

Reste que la personnalité de M. Trudeau fait la différence avec M. Harper. Le premier affectionne les rencontres à l'improviste dans la rue comme les discussions avec des étudiants ou des ouvriers, obligeant la police à en faire plus pour sa sécurité. La note va forcément continuer de grimper, notamment avec l'entrée en scène de drones armés. La GRC a d'ailleurs récemment lancé un projet pilote pour contrer des agressions contre le premier ministre par drone.

L'Aga Khan, « un vieil ami »

Certaines pilules sont plus difficiles à avaler que d'autres pour les partis d'opposition. La visite, aux dernières vacances de Noël, de M. Trudeau et de ses proches aux Bahamas, sur l'île privée d'Aga Khan IV, a ainsi alimenté toute l'année les critiques de l'opposition, la fondation du chef spirituel des Ismaéliens nizârites recevant son lot de subventions d'Ottawa. M. Trudeau s'est justifié en disant avoir été invité par un « vieil ami de la famille » qui avait payé leur séjour et leur transport en hélicoptère depuis Nassau.

La gronde a pris de l'ampleur quand la commissaire canadienne à l'éthique a déclenché une enquête puis quand on a appris, mi-septembre, que ces vacances avaient coûté 215 398 dollars au Canada. « Je ne veux pas questionner les choix que fait la GRC pour assurer la sécurité du premier ministre et de sa famille. Je pense

que c'est quelque chose que les Canadiens comprennent », avait alors déclaré M. Trudeau. Nathan Cullen, député de l'opposition néodémocrate, s'est empressé de railler son image de « champion de la classe moyenne », qui passe du temps avec un « ami de la famille » aux frais du contribuable. ■

ANNE PÉLOUAS